

Les travailleurs grecs s'insurgent

Sous une autre forme, mais de manière aussi scandaleuse, s'est constituée en Grèce une monstrueuse dette de l'État dont on exige maintenant que les travailleurs en payent le coût.

Longtemps la dette réelle de ce pays a été camouflée pour faire croire que la Grèce respectait les critères d'adhésion à la zone euro. L'Union européenne a fermé les yeux. Les banques et spéculateurs ont fait leur miel des titres de dettes de l'État grec. Et les experts de la puissante banque américaine Goldman Sachs sont arrivés en renfort pour maquiller savamment une dette qui devenait vertigineuse.

Et puis soudain, on fait semblant de découvrir la réalité : plus de 300 milliards d'euros de dette. Et les mêmes financiers qui avaient organisé le camouflage font mine de s'inquiéter : la Grèce est aux abois ! La banqueroute menace !

Aussitôt les vautours financiers se frottent les mains : pour rembourser ses dettes, la Grèce doit trouver, pour la seule année 2010, quarante cinq milliards d'euros !

Pour accepter d'acheter des titres grecs, ce n'est plus du 3 ou 4% que ces rapaces exigent, mais du 6% et plus pour les titres à dix ans. Et la facture s'envole pour la Grèce qui doit accepter de tels taux. Sinon, elle ne trouvera pas de prêteur et ce serait la banqueroute.

En même temps, les escrocs des temps modernes organisent en sous main une massive spéculation sur les contrats d'assurances qui protègent prétendument les souscripteurs de dette d'une menace de faillite. Ce sont les mystérieux CDS sur lesquels sont organisées de gigantesques opérations spéculatives, d'autant plus gigantesques que l'on peut spéculer sur ces contrats sans en posséder. Et d'autant plus obscures que les opérations n'ont même pas lieu en Bourse mais dans le secret des banques.

Ce sont des opérations qui devraient, dans une société civilisée, être jugées comme des crimes organisés. Mais nous sommes dans une société capitaliste.

Dans une telle société, c'est la loi du plus riche. Et si, entre les bourgeois, c'est la loi de la jungle, ils sont en même temps toujours unis face aux travailleurs.

Ainsi la banque américaine Sachs n'a strictement rien à craindre des accusations portées contre elle. Elle est intouchable.

Ainsi la bourgeoisie allemande n'aidera pas la Grèce (sauf si elle y trouve son intérêt).

Ainsi la bourgeoisie grecque, ses banquiers et ses armateurs, comme la toute puissante église grecque, n'ont pas à s'inquiéter de ce que fera le social démocrate Georges Papandreou élu il y a quelques semaines à peine. Et si cette bourgeoisie grecque met en œuvre ce qui est demandé par l'Union européenne, c'est que cela correspond à ses propres intérêts.

C'est au gouvernement Papandreou que toutes les bourgeoisies demandent de s'attaquer aux travailleurs grecs. (Ce gouvernement a été formé en octobre 2009 à la suite de la nette victoire électorale du Pasok aux élections législatives).

Et l'attaque est brutale : baisse des salaires des fonctionnaires, gel des salaires du privé, augmentation des impôts, des carburants et de la TVA... C'est partout les mêmes mesures. Les travailleurs grecs ne peuvent compter que sur eux mêmes pour briser cette offensive.

De premières grèves générales et manifestations ont eu lieu : le 24 février, et de nouveau le vendredi 5 mars. Pour le moment, cela reste dans le cadre de journées nationales d'action contrôlées par les appareils syndicaux

Mais au-delà, ce qui est se prépare en Grèce et dans toute l'Europe, c'est un possible surgissement spontané qui échappe au contrôle des appareils syndicaux et politiques.